

# Annexes

## Annexe I : Tables 29 - 33

**Tableau 29** : Les indicateurs macroéconomiques de la Centrafrique

Le Pib est en milliard et au prix de 1985, les dépenses gouvernementales (DépensG), le déficit budgétaire (Def\_Budget) et le solde de la balance courante (Bdp) sont exprimés en milliard de FCFA et en nominal.

Année	PIB	DépensG	Def_Budget	BdP	Prix moyen	TCER95
1980	168,4	25,5	8,7	-9,1	97	165,1463
1981	188,8	28,3	-10,2	-1,2	97	159,3592
1982	216,5	39,1	-4,3	-13,7	100	156,759
1983	230,2	42,4	-7,0	-12,2	104	160,7991
1984	259,9	39,7	-0,1	-10,2	111	151,5534
1985	388,5	56,3	-16,6	-34,5	136,3	161,6746
1986	388,6	56,5	-16,4	-22,7	124	169,6287
1987	360,9	80,5	-39,1	-22,5	144	156,675
1988	376,7	75,7	-35,4	-10,4	144	144,7583
1989	393,6	76,9	-36,0	-11,0	99,7	138,3766
1990	392,3	86,9	-40,4	-24,4	99,7	157,5085
1991	388,6	98,3	-47,0	-18,9	77,7	146,2795
1992	373,7	90,6	-41,4	-43,8	63,8	144,165
1993	362,1	78,3	-5,6	-24,4	100	135,153
1994	472,6	105,5	-78,7	-14,3	180	84,72968
1995	556,7	115,4	-38,0	-31,2	195	100
1996	515,5	60,7	-50,3	-10,0	152,5	102,1933
1997	547,3	91,6	-26,0	-14,0	169	99,03658
1998	598,5	122,4	-136,3	-35,4	162,5	96,51778
1999	630,8	130,3	-73,5	-10,2	126,5	91,49986
2000	667,7	108,4	-39,1	-7,6	95	89,36039
2001	704,7	92,0	-27,9	-11,8	115	92,3294
2002	709,3	104,4	4,3	-11,3	99,5	95,2
2003	684,0	85,9	-3,9	-16,2	115	94,0

Sources : Administration centrafricaine, BEAC.

**Tableau 30** : Données de base sur l'Éducation en République centrafricaine en 2002

Organisation pédagogique	
- Inspections d'Académies	8
- Inspections de l'Enseignement Fondamental 1	20
- Inspections des Ecoles Maternelles	1
- Secteurs Scolaires	19
Établissements scolaires	
- Établissements Préscolaires	162
- Ecoles du Fondamental 1	1 493
- Collèges d'Enseignement Général	35
- Collège d'Enseignement Secondaire	2
- Collège d'Enseignement Polyvalent	1
- Lycées scientifiques	3
- Lycées d'Enseignement Secondaire Général	40
- Collèges d'Enseignement Technique	3
- Lycée Technique	1
Formation initiale des enseignants	
- Ecole Normale d'Instituteurs (ENI)	1
- Ecole Normale Supérieure (ENS)	1
- Centre National de Jeunesse et de Sports	1
Formation continue des Enseignants	
- Centre National de Formation Continue (CNFC)	1
- Centre Pédagogique National	1
- Centres Pédagogiques Régionaux	8
Effectifs recensés par ordre d'enseignement	
- Préscolaire	5 363
- Fondamental 1	368 027
- Fondamental 2 et Secondaire Général	64 905
- Enseignement Technique	674
- Enseignement Supérieur	5 536
Indicateurs d'accès	
- Taux Brut de Scolarisation (TBS) au primaire	67%
- Taux Net de Scolarisation (TS) au primaire	49%
- Indice d'Équité	0,67
Indicateurs d'efficacité interne	
- Taux de Promotion	56%
- Taux de redoublement	33%
- Taux d'abandon	11%
- Taux de survie en sixième année	49%

## Indicateurs de qualité

- Ration élèves/maître	76
- Ration élèves/salle de classe	67
- Elèves pour un livre	4
- Elèves pour une place assise	1,45
- Proportion d'enseignants qualifiés	51%

**Tableau 31** : Part de l'industrie extractive dans les principaux agrégats

Années	Part dans le PIB	Part dans les recettes publiques	Part dans les exportations totales
1995	4,1%	2,2%	40,4%
1996	4,3%	5,3%	46,8%
1997	4,1%	5,6%	41,0%
1998	3,3%	3,4%	38,9%
1999	3,4%	3,3%	42,2%
2000	3,6%	1,1%	38,3%
2001	3,5%	3,1%	40,5%
2002	3,0%	2,9%	34,5%
2003	2,5%	3,7%	40,3%

Source : BEAC.

**Tableau 32** : Comparaison de diamants exportés par la RCA

	Importation de Diamants bruts arrivant à Anvers (source HRD)			Exportation de Diamants bruts visés à BECDOR à Bangui			Fraude présumée (évaluée par différence)		
	Milliers Cts	Millions US \$	US \$ / Ct	Milliers Cts	Millions US \$	US \$ / Ct	Milliers Cts	Millions US \$	US \$ / Ct
1992	427,50	75,96	178	414,28	62,98	152	13,22	12,98	981
1993	493,00	85,34	173	494,92	73,89	149	-	11,45	
1994	526,70	84,53	160	530,99	74,84	141	-	9,69	
1995	626,30	88,92	142	480,54	74,67	155	145,76	14,25	98
1996	571,60	113,34	198	487,36	70,37	144	84,24	42,97	510
1997	580,90	107,94	186	486,79	69,83	143	94,11	38,11	405
1998	802,50	165,81	207	419,97	59,24	141	382,53	106,57	279
1999	1 241,70	155,63	125	432,17	62,39	144	809,53	93,24	115
2000	1 307,50	160,76	123	461,00	61,82	134	846,50	98,94	117
2001	634,10	96,94	153	449,27	56,27	125	184,83	40,67	220
2002	885,70	118,31	134	414,79	52,29	126	470,91	66,02	140
2003	348,30	56,66	163	378,00	48,90	129	-	7,76	

Source : BEAC

Tableau 33 : Les substances et roches présentes en Centrafrique

Substances et roches	Minerais	Métallogénie	Usages	Observations
Diamant	1. Formation gréseuse 2. Formation cristallophyllienne 3. Grès et quartzites	Alluvions, paléo-placers. Granite	1. Joaillerie 2. Industrie	Exploitation artisanale et semi-industrielle Le 1 <sup>er</sup> diamant a été découvert en 1914 par BRUSTIER
Or	1. Formation gréseuse 2. Granite 3. Filon de quartz 4. Quartzites 5. Dolérites 6. Sables paléo-tchadiens 7. Latérite	Alluvions, terrain granito-gneissique, filon de quartz, roches vertes (sondages jusqu'à 200 m, 6g/tonne), roches vertes en filon, dolérites, quartzites, alluvions (zone péri-granitique, quartzoschiste chlorieux), micaschiste-sériciteux-graphiteux (stockwerk), micaschiste gréseux	1. Joaillerie, horlogerie 2. Médecine, orfèvrerie 3. Frappe de monnaie, Thésaurisation 4. Fabrication d'appareils de mesure de précision	Exploitation artisanale et semi-industrielle
Fer	1. Quartzites ferrugineux 2. Quartzites ferrugineux (itabirites) 3. Latérites	Quartzites ferrugineux, itabirites, latérites	Industrie métallurgiques	Non exploité Évalué très partiellement : 2,5 t à teneur de 60-64 %
Graphite	1. Formation gréseuse 2. Schiste pyriteux 3. Schistes-quartzites 4. Gneiss	Grè, quartzito-schiste	Crayon, ornement, ustensiles de cuisine	Exploitation artisanale sporadique
Calcaire	Carbonate de protérozoïque supérieur	Calcaire	Cimenterie, plâtres, craie, engrais, peinture	Partiellement étudié
Uranium	1. Sédiments phosphatés 2. Uranite primaire, haivesite, autunite dans le granite 3. Calcaire uranifère	Phosphate Granite	1. Energie nucléaire 2. Armement	2,5 % de phosphate et 0,25 % d'uranium (16 765 t), étudié dans la cuvette de BAKOUMA ? avec une teneur de 1,6t/m <sup>3</sup>
Cuivre	1. Filons e quartz 2. Formations carbonatées 3. Grès quartzite 4. Métabasaltes 5. Amphibolite 6. Veine de quartz	Malachite, alluvions, pellites, andésitées, pyrites, chalcopyrnite (dans dolérite).	1. Industrie chimique 2. Electricité 3. Joaillerie	Inexploité. 0,3 % de cuivre en moyenne pour 45 filons échantillonnés 360 ppm.
Sel gemme	Sel gemme	Sable	Alimentation	Exploitation artisanale
Ardoise	Ardoise	Schiste	Didactique	Inexploité
Zinc	Amphibolo-pyroxénite	Alluvions, pellites	Alliages, Industrie chimique	Étudié : 140 ppm
Plomb	1. Amphibolites et Amphibolo-pyroxénite 2. Galène	Alluvions, pellites	1. Bâtiments (revêtement des toits), plomberie ; 2. Armement ; 3. Electricité ; 4. Electronique ; 5. Industrie chimique ; 6. Imprimerie	Étudié : 120 à 470 ppm
Micas	Filon de pegmatite	Filon de pegmatite	Médecine esthétique, fertilisant	Non exploité. Plaques de 20 cm de diamètres
Eau thermale	1. Quartzites et grès 2. Formation néo-tchadienne	Quartzites, grès, charnockites	Médecine, Energie, Cuisine	Inexploité
Hydrocarbures	Formation néo-tchadienne	Sables argileux avec des niveaux d'argiles	Industrie, Energie	Forage d'Aoukale1 (2 477 m)

Source : Rapport des États généraux des mines (2003).

## Annexe II

### Les grandes dates historiques ayant marqué la RCA

#### *IXe siècle*

- Première structure étatique connue : royaume du Kanem au nord actuel de la RCA.

#### *XVe–XVIe siècle*

- Domination soudanaise.

#### *XVIIIe–XIXe siècle*

- Migration en Centrafrique des guerriers Zandé.

#### *1800*

- NGoura, le leader des Kogobili, fonde la nation Zandé.

#### *1820*

- Selon certains auteurs, c'est aux environs de 1820 que le peuple Gbaya pourchassé dans le nord-ouest par les Foulbé de l'Adamaoua (Cameroun), s'établit sur le sol centrafricain (les travaux de fouilles archéologiques menés notamment par Pierre Vidal et Étienne Zangato dans les secteurs de Bouar tendent à prouver une plus longue présence des populations sur le sol centrafricain).

#### *1825*

- Le peuple Mandja s'établit au nord de l'Oubangui.

#### *1830*

- Le début de l'émigration du peuple Banda partant de Fertit vers le sud et l'ouest. Dans la région nord-est du territoire centrafricain, le prince baguirmien, Omar, appelé Djoungoultoum, fonde la province du Dar-el-Kouti.

#### *1850*

- La nation Zandé atteint son apogée avec la dynastie Angoura. C'est également l'apogée de la nation Bandia avec la dynastie Abaya.

240 Les défis de la Centrafrique : gouvernance et stabilisation du système économique

1877

- Souleyman ben Ziber, successeur de son père qui est arrêté au Caire, se révolte contre l'Égypte. Les sultans Zandé se désolidarisent de celui-ci.

1879

- Rabah quitte Souleyman, qui se soumet aux autorités soudanaises. Rabah s'installe dans le Dar Fertit.

1880 début du XXe siècle

- *Royaume d'aventuriers marchands ( Sénoussi et surtout Rabah).*

1882-1884

- Rabah installe sa capitale à la source du Gribingui.

1883-1894<sup>1</sup>

- Pénétration française en Oubangui-Chari par les fleuves Sangha et Oubangui.

20 février 1884

- Au départ de Kinshasa, le pasteur anglais Greenfeld découvre le fleuve Oubangui.

20 avril 1884

- Vangele et Hanssens, agents de l'EIC (État Indépendant du Congo), entrent pour la première fois dans l'Oubangui.

janvier 1885

- Le pasteur anglais Greenfeld arrive aux rapides de Bangui.

5 février 1885

- Convention franco-belge fixant la frontière des deux zones d'influence sur la Licono-Nkoundja.

6 mars 1885

- Vangele dévoile à Chavannes et Dolisie l'ampleur du cours de l'Oubangui.

16 mai 1885

- Dolisie fonde le poste de Nkoundjia.

1885

- Rabah attaque au Kaga Kazangba les Mandja qui résistent victorieusement et lui infligent une défaite.

1886

- Rabah s'installe en pays Sara.

*20 octobre 1886*

- Vangele atteint les rapides de Bangui mais ne peut les franchir .

*1887*

- Le capitaine belge Vangele reconnaît le cours inférieur de la Lobaye et passe les rapides de Bangui.
- 29 avril, Convention France-États Indépendants du Congo (IEC) sur leur frontière au nord du Congo (reconnaissance des droits de la France sur le cours nord de l'Oubangui).
- Au combat d'An Timan, le Ouddaï barre la route du nord-est à Rabah.
- 29 juillet, Dolisie reconnaissant l'Oubangui, est attaqué par les Bondjo à la hauteur de Modzaka.
- Août, Dolisie atteint les rapides de Bangui; Dunod explore la basse M'Poko.
- 12 septembre, Dolisie retient le site du poste de Modzaka.
- 21 novembre, la deuxième expédition VANGELE dépasse les rapides de Bangui et atteint Satema (Mobaye).
- 2 décembre, deuxième reconnaissance de Dolisie aux rapides de Bangui.
- 31 décembre, Vangele atteint le confluent Ouelle-Mbomou.

*1888*

- Rabah décide de rester dans les pays du Chari plutôt que de regagner le Nil.
- 13 février, retour à Kinshasa de la mission Vangele.
- Mars, fondation du poste français de Liranga au confluent Oubangui-Congo. Albert Veitstroffer reconnaît l'Oubangui, en période d'étiage, de Modzaka à Bangui.
- 11 décembre, constitution de l'entité administrative, qui prendra le nom de Congo Français le 30 avril 1891.

*1889*

- Rabah razzie la Vallée de l'Aouk.
- 10 mai, Dolisie décide l'installation du Poste de Bangui.
- 25 juin, fondation du poste de Zongo par Vangele, puis de celui de Mokoangay.
- 26 juin, Michel Dolisie et UZAC venant de Brazzaville, sur instruction de son frère Alfred Dolisie, crée un poste au confluent de la Mpoko, qui prend le nom de Bangui.

*1890*

- Rabah opère un coup d'État au Dar-el-Kouti. Il fait abdiquer le sultan Kober et le remplace par le propre neveu de celui-ci, Mohamed-el-Senoussi.
- Vangele fonde le poste de Yakoma, au confluent de l'Ouelle et du Mbomou.
- 14 juin, Vangele signe un traité avec Bangassou.
- 15 juin, Ponel installe le poste de Bangui aux pieds des rapides.
- 23 août, la mission Crampel quitte Brazzaville.
- 23 septembre, la mission Crampel arrive au poste de Bangui.
- 13-18 novembre, représailles des Français de Bangui contre les Bouzerou et les Sabanga.
- Décembre, Rabah quitte le Dar el Kouti après y avoir installé Mohammed Senoussi.
- 19 décembre, affrontement entre les Langbassi et l'avant-garde de Crampel (Biscarrat).
- 31 décembre, Crampel quitte Bangui pour rejoindre son avant-garde à Bembe et Makobou.

*1891*

- 28 janvier, mort à Bembe d'un des adjoints de Crampel, Orsi.
- 13 février, Crampel et le premier échelon de sa mission atteignent Châ.
- 19 février, la mission Fourneau quitte Brazzaville pour explorer la Haute-Sangha.
- 8 avril, mort de Crampel qui se dirigeait vers le Tchad dans l'embuscade tendue par les Senoussistes.
- 13 avril, la mission Dybowski débarque à Loango.
- 12 mai, violent affrontement entre les GBAYA et la mission Fourneau.
- 17 juin, arrivée à Brazzaville, après un mois de voyage depuis Loango du premier échelon de la mission Dybowski.
- 6 juillet, arrivée à Bangui de la mission Gaillard (Husson, Blom, De Poumayrac, De Masredon) chargée de reconnaître la rive droite de l'Oubangui.
- 14 août, Gaillard fonde le poste de Mobaye.
- 15 août, naufrage du Dr Ballay dans les rapides de Satema.
- 7 septembre, Gaillard fonde le poste des Abiras (A-Bila) face à celui de Yakoma.
- 18-25 septembre, Nebout explore la Mpoko.

- 24 septembre-début octobre, Brunnache et Briquez explorent l'Ombella et la Kemo.
- 4 octobre, Dybowski arrive à Bangui et quitte le 25 octobre pour le nord.
- 9 octobre, escale à Bangui du vapeur Peace portant un groupe de missionnaires.
- 14 novembre, la mission Dybowski arrive à Balao ; le 15 novembre campe chez les Dakpa du chef Zouli à Zamvouza où elle reste 4 jours.
- 27 décembre, retour à Bangui de Dybowski, Brunache et Nebout.
- 13 décembre, disposition de Dolisie créant une zone « Modzaka-Mobaye ».

*1891-1894*

- En défiance à la convention de 1887, une mission du roi Léopold se rend dans le Mbomou et la Haute Kotto pour s'y fixer. Des traités de protectorat furent signés avec les sultans Bandia Bangassou et Rafai, et le sultan Zande Zemio.

*1892*

- 1er janvier, Brazza nomme Liotard commandant du Haut-Oubangui.
- 10 janvier, la mission Maistre (Clozel, de Méhagle, Bonnel de Mézières) quitte Bordeaux.
- 12 janvier, arrivée à Bangui de Greshoff, directeur de la NAHV, avec 3 agents.
- 15 janvier, arrivée à Bangui de l'administrateur Largeau.
- 1er -4 février, Dybowski se rend de Bangui au poste des OUADDA.
- 6 février, la mission Maistre débarque à Loango.
- 11 février - 3 mars, Dybowski fait une reconnaissance chez les Togbo de la Kemo, et y fonde un poste où Brunche restera jusqu'au 7 avril.
- 30 mars, arrivée à Bangui de Liotard, commandant de la région du Haut-Oubangui.
- 1er juillet, le Ndris Ali prend contact avec la mission MAISTRE sur la Tomi; le 3 juillet, il signe un traité avec le chef Ndris Azamgouanda.
- 18 juillet, premier combat de la mission Maistre contre les Mandja; le 22 août, Maistre fait la paix avec les Mandja.
- 1er septembre, Maistre signe un traité avec le chef Aouaka Yagoussou.
- 1er au 10 septembre, la mission Maistre franchit le Gribingui.
- 3 novembre, la mission Uzes arrive à Bangui.

244 Les défis de la Centrafrique : gouvernance et stabilisation du système économique

*1893*

- Rabah s'empare du Baguirmi.
- 11 janvier, l'expédition Uzès arrive aux Abiras.
- 13 janvier, Mgr Augouard, vicaire apostolique du Congo, quitte Brazzaville pour le Haut-Oubangui.
- 4-8 février, l'expédition Uzès met en déroute les Ngbougou.
- 15 février, Mgr Augouard choisit l'emplacement de la future mission Saint-Paul.
- 16 mars, affrontement des Français et des Léopoldiens devant Bangassou.
- 9 juin, conférence de Maistre à la Société de Géographie de Paris.
- 15 juin, accord franco-allemand sur la frontière Congo Cameroun.
- 14 août, convention germano-britannique sur les frontières en Afrique centrale.

*1894*

- Février, fondation de la Mission Saint-Paul à Bangui par le Père Prosper Augouard.
- 15 mars, la convention franco-allemande fixe les limites du Congo français et du Cameroun français.
- 13 juillet, l'Oubangui est administrativement détaché du Congo pour devenir une colonie distincte. Occupation de Bangassou par Liotard.
- 28 août, l'accord entre la France et le roi belge Léopold fixe la frontière nord de l'Etat Indépendant du Congo dans la vallée du Mbomou.

*10 juillet 1898*

- Arrivée de la mission Marchand à Fashoda sur le Nil.

*21 mars 1899*

- Une convention franco-britannique attribue Bahr-el-Ghazal, occupée par les Français de l'Oubangui, au Soudan anglo-égyptien. Cette convention place Ouadaï dans la zone d'influence française.

*22 avril 1900*

- Rabah est mis en déroute par trois missions françaises venues d'Alger, de Saint-Louis du Sénégal et de Bangui. Rabah fut tué au cours du combat à Kousseri. Son empire disparu les mois qui suivirent.

*1900-1902*

- Généralisation de l'impôt en Afrique équatoriale française.

*1902-1904*

- L'insurrection Mandja contre la taxe, le portage (Possel - Krébégbé - Dékoa - Bandoro - Territoire du Tchad).

*29 décembre 1903*

- Décret de création de la colonie de l'Oubangui-Chari.

*11 février 1906*

- Création de la région de Chari. L'établissement de la colonie en Oubangui-Chari avec sa capitale Fort de Possel. (Fort-de-Possel: capitale de l'Ubangui-Schari-Tschad (Oubangui-Chari))

*11 décembre 1906*

- Un décret fait de Bangui la capitale de l'Oubangui-Chari.

*15 janvier 1910*

- Le Congo français et les dépendances deviennent Afrique équatoriale française (AEF); il s'agit des colonies du Gabon, du Moyen-Congo, de l'Oubangui-Chari et du Tchad.
- L'armée de El-Sénoussi prend Ouanda-Djallé. Ce qui entraîne l'exode de la population Youlou.

*11 janvier 1911*

- El-Sénoussi est tué lors de son arrestation par le Lieutenant Gründfelder.

*4 novembre 1911*

- La France cède à l'Allemagne une partie importante de l'Afrique équatoriale française (AEF), notamment toute la partie ouest du territoire de l'actuelle RCA. Les territoires annexés étaient appelés « Neu Kameroun ».

*12 août au décembre 1914*

- La France réoccupe le « Neu Kameroun » (région de la Lobaye) et rentre au Cameroun allemand.

*1921*

- René Maran eut le Prix Goncourt pour son livre « Batouala ».

*1924*

- Introduction de la culture du coton à Bangassou.

*1925*

- Arrivée d'André Gide à Bangui qui révéla les scandales de la Lobaye et de la Haute Sangha. Dénonciation par le chef Samba-Ngotto des massacres de Botembélé.

246 Les défis de la Centrafrique : gouvernance et stabilisation du système économique

*1928-1931*

- La guerre de Kongo-wara : la révolte éclate en juin 1928 à Bouar. Le soulèvement général des Gbaya et autres groupes à l'ouest de la République centrafricaine opposés à la colonisation (mené sous la direction de Karinou), connu sous le nom de la guerre de Kongo-wara, dura plusieurs années. Karinou fut massacré le 11 décembre 1928 par l'armée coloniale.

*24 juin 1924*

- Bérandjoko entré en rébellion depuis 1906 contre les autorités coloniales, a été à son tour capturé et massacré dans la forêt de la Lobaye.
- Albert Londres et Robert Poulain révèlent les scandales dans la construction du chemin de fer Congo-océan au cours de laquelle des travailleurs centrafricains mouraient en nombre.

*1931*

- Construction du 1er aéroport de Bangui. Bangui devient la base de l'escadrille de l'Afrique équatoriale française.

*1938*

- Barthélemy Boganda fut ordonné premier Prêtre catholique de l'Oubangui-Chari.

*20 juillet 1940*

- Défaite du putsch gaulliste à Bangui.

*28 août 1940*

- Coup d'État gaulliste à Brazzaville. Le Colonel de Larminat prend le pouvoir.

*30 août 1940*

- Ralliement de l'AEF à la France libre.

*3 septembre 1940*

- L'Oubangui-Chari rallie au côté de la France Libre.

*21 octobre 1940*

- Le Général De Gaulle est à Bangui.

*1941-1946*

- Barthélemy Boganda, Prêtre à la mission Saint-Joseph de Bambari, chargé de Grimari et de Bakala.

*30 janvier 1944*

- Le Général De Gaulle ouvre la conférence de Brazzaville sur l'avenir de l'empire français en Afrique.

*16 octobre 1946*

- L'organisation administrative de l'Afrique équatoriale française en quatre régions. (Le 19 déc. 1945 : opposition de la Chambre de Commerce pour une partition en trois de l'AEF envisagée par le Gouverneur général Bayardelle : Gabon, Moyen-Congo, Région islamique du Tchad, le pays de la haute rivière, avec Bangui comme leur « quartier général »).

*10 novembre 1946*

- Barthélemy Boganda fut élu député de l'Oubangui-Chari à l'Assemblée nationale française.

*mars-décembre 1947*

- Accession à l'autonomie : mise en place de l'Assemblée territoriale. L'Assemblée territoriale de l'Oubangui-Chari et le Grand Conseil de l'AEF sont mis en place.

*28 septembre 1949*

- Barthélemy Boganda fonde le Mouvement pour l'Évolution sociale en Afrique noire (MESAN).

*10 janvier 1951*

- Un incident dans la Lobaye sur un marché local se produit, le Député Boganda et sa femme furent arrêtés.

*17 juin 1951*

- Boganda est réélu à l'Assemblée nationale française (malgré une farouche opposition).

*30 mars 1952*

- Le MESAN occupe tous les sièges de l'Assemblée territoriale en Oubangui-Chari.

*30 avril 1954 au 1er mai 1954*

- Violentes manifestations publiques à Berbérati (dénommée « la guerre aux cailloux »), le calme ne fut rétabli que par l'arrivée du Député Boganda sur les lieux.

*2 janvier 1956*

- B. Boganda est réélu Député à l'Assemblée nationale française.

*23 juin 1956*

- Loi-cadre appelée Loi Defferre, ouvre la voie à une autonomie interne aux territoires d'outre-mer.

248 Les défis de la Centrafrique : gouvernance et stabilisation du système économique

*18 novembre 1956*

- Boganda est élu Député-Maire de Bangui.

*17 mai 1957*

- Le premier gouvernement oubanguien est constitué et dirigé par le Docteur Abel Goumba.

*18 juin 1957*

- Boganda est élu Président du Grand Conseil de l'AEF.

*28 septembre 1958*

- L'Oubangui-Chari vote massivement (98,1 pour cent) en faveur de la continuité avec la Communauté française par 487 031 voix (soit 98,1 pour cent) contre 6 085. Boganda recommande une République indépendante composée des pays de l'Afrique équatoriale française (AEF) pour la création initiale des États-Unis d'Afrique latine.

*1er décembre 1958*

- Proclamation de la République centrafricaine et du premier gouvernement provisoire sous la présidence de B. Boganda ; son territoire est limité à l'Oubangui-Chari. Il devient le président (selon son idée, la RCA devrait se constituer de quatre territoires : le Gabon, le Moyen-Congo, l'Oubangui-Chari et le Tchad, auxquels devaient s'ajouter le Cameroun, en passant par le Ruanda jusqu'en Angola) ; se désolidarisant de la position de Barthélemy Boganda, les trois autres pays proclamèrent leur République le 02 novembre 1958.

*16 février 1959*

- L'Assemblée territoriale adopte une constitution démocratique présentée par Boganda.

*29 mars 1959*

- B. Boganda mourut dans un tragique accident d'avion. Abel Goumba devient le président par intérim.

*5 mai 1959*

- David Dacko est élu Président.

*13 août 1960*

- André Malraux, au nom du Gouvernement français signe à Bangui les accords d'Indépendance et de Coopération en présence du Secrétaire d'État Jean Bourges et du Haut Commissaire général à Bangui, Paul Bourdier ;
- Proclamation de l'indépendance.

*14 août 1960*

- Élection de D. Dacko à la présidence de la République.

*20 septembre 1960*

- Sur présentation de la France, la RCA est admise à l'ONU, M. Gallin-Douathe est nommé représentant auprès de l'Organisation.

*17 novembre 1960*

- Manifestation à Bangui contre les lois de restriction des libertés publiques.

*23 décembre 1960*

- L'arrestation d'Abel Goumba et plusieurs autres membres du Mouvement pour l'Évolution de l'Afrique centrale (MEDAC), MEDAC est dissout.

*mai 1963*

- L'Assemblée nationale fait du MESAN seul parti unique du pays auquel tous les citoyens doivent y adhérer.

*5 janvier 1964*

- David Dacko, le candidat unique est élu président de la République avec 99,99 pour cent de vote.

*20 novembre 1964*

- Promulgation d'une loi constitutionnelle modifiant la constitution parlementaire du 9 février 1959.

*8 décembre 1964*

- Création à Brazzaville de l'Union douanière des États de l'Afrique centrale (UDEAC) réunissant le Cameroun, le Congo, le Gabon, la République centrafricaine et le Tchad, et dont le siège est à Bangui.

*1er janvier 1966*

- Coup d'État militaire dirigé par le colonel Jean Bedel Bokassa.

*3 janvier 1966*

- Constitution d'un nouveau gouvernement sous la présidence du colonel Jean Bedel Bokassa.

*4 janvier 1966*

- La Constitution du 16 février 1959, modifiée par des lois constitutionnelles de 1960, 1961, 1962, 1963 et 1964, a été abrogée. L'Assemblée nationale ainsi que le Conseil constitutionnel et le Conseil économique et social ont été dissous. L'organisation politique de la République repose sur un parti unique, le MESAN (Mouvement de l'Évolution sociale de l'Afrique noire) dont la présidence est assurée par le chef de l'État, Jean-Bédél Bokassa.

250 Les défis de la Centrafrique : gouvernance et stabilisation du système économique

*2 avril 1968*

- Création de l'Union des États d'Afrique centrale (UEAC) : Congo-Kinshasa, Tchad et République centrafricaine.

*10 avril 1969*

- Tentative de coup d'État ratée par le Lieutenant-colonel Banza, il fut exécuté le 20 avril 1969.

*30 août 1970*

- Réforme agraire.

*1971*

- Ouverture de l'Université de Bangui.

*2 mars 1972*

- Le général Bokassa est nommé Président à vie de la RCA par le MESAN, parti unique.

*29 juillet 1972*

- Tournant du régime Bokassa : mutilation des oreilles de 43 voleurs.

*24 avril 1973*

- Révélation de la découverte d'un complot fomenté par l'ancien ministre Auguste M'Bongo.

*16 mai 1974*

- Fermeture par le gouvernement centrafricain du Consulat général de France à Bangui.

*17 mai 1974*

- Prise de possession par le gouvernement centrafricain des installations de l'AFP ;
- nationalisation diverse ;
- interdiction de la presse française.

*19 mai 1974*

- Le général Bokassa est promu au grade de maréchal au cours du congrès extraordinaire du MESAN.

*décembre 1974*

- Tentative de coup d'État du général Lingoupou.

*3 février 1976*

- Attentat manqué contre le chef d'État.

*4 septembre 1976*

- Dissolution du gouvernement, création du conseil de révolution centrafricain.

*septembre 1976*

- David Dacko, ancien président, devient le conseiller du maréchal Bokassa.

*4 décembre 1976*

- Congrès extraordinaire du MESAN ;
- Adoption d'une constitution transformant la République centrafricaine (RCA) en Empire centrafricain (ECA) ;
- Le maréchal Bokassa accède à la tête de l'Empire centrafricain sous le titre de Bokassa 1er ;
- Dissolution du conseil de révolution, Ange Félix Patassé est chargé de former le futur gouvernement.

*14 décembre 1976*

- Nomination du premier gouvernement impérial.

*6 janvier 1977*

- L'appartenance au MESAN devient obligatoire.

*4 décembre 1977*

- Couronnement de l'Empereur Bokassa 1er.

*5-10 janvier 1978*

- Réunion du nouveau bureau politique de MESAN ;
- Interdiction de nationalisation « sauf pour cause d'utilité publique ».

*14 juillet 1978*

- Dissolution du gouvernement de M. Patassé.

*17 juillet 1978*

- Nomination du gouvernement dirigé par M. Henri Maïdou.

*18-20 janvier 1978*

- Émeutes à Bangui après la décision de rendre obligatoire le port de l'uniforme par les écoliers. La répression aurait fait 400 victimes, morts et blessés.

*18-21 avril 1979*

- Massacre d'écoliers et d'étudiants à Bangui.

252 Les défis de la Centrafrique : gouvernance et stabilisation du système économique

*14 mai 1979*

- Communiqué d'Amnesty International faisant état de la mort des lycéens à la prison de Bangui.

*21-22 mai 1979*

- Sixième conférence France-Afrique à Kigali : création d'une commission d'enquête, composée de cinq États africains sur les massacres d'écoliers.

*22 mai 1979*

- Démission de l'ambassadeur de Centrafrique à Paris, qui dénonce les massacres ;
- Suspension de l'aide militaire française jusqu'aux conclusions de la commission d'enquête.

*2 juin 1979*

- Le général Bangui, au nom du Front de la Libération des Oubanguiens, se prononce en faveur d'un changement de régime et de restauration de la République.

*7 juin 1979*

- Ange Félix Patassé annonce la formation d'un Comité d'Union nationale pour renverser Bokassa.

*14 juin 1979*

- Arrivée à Bangui de la Commission d'Enquête.

*16 août 1979*

- Rapport de la commission d'enquête qui conclut à de graves violations des Droits de l'Homme à Bangui en avril 1979 et juge quasi certaine la participation de l'empereur Bokassa aux massacres d'enfants.

*17 août 1979*

- Suspension de l'aide française à la seule exception des opérations concernant la santé, l'éducation et l'alimentation.

*11 septembre 1979*

- Le général Bangui constitue à Paris le gouvernement provisoire de la République d'Oubangui.

*20 septembre 1979*

- Coup d'état en Centrafrique : M. Dacko prend le pouvoir avec l'aide des militaires français (opération Barracuda). Suivi de pillage à Bangui et à Béréngo. Le rétablissement de la République centrafricaine est proclamée.

*26 septembre 1979*

- Constitution d'un nouveau gouvernement de la Centrafrique, confié à M. Ayando.

*4 octobre 1979*

- Retour de M. Ange Félix Patassé.

*15 octobre 1979*

- Table ronde des différentes tendances de l'opposition.

*29 octobre 1979*

- Manifestation de lycéens et étudiants.

*3 novembre 1979*

- Arrestation d'Ange Patassé, ancien Premier ministre de Jean-Bedel Bokassa, chef de l'opposition et leader du Mouvement de Libération du Peuple centrafricain (MLPC).

*20 mars 1980*

- Création par le président David Dacko du parti unique, l'Union démocratique centrafricaine (UDC).

*24 décembre 1980*

- Condamnation à mort par contumace de Jean Bedel Bokassa.

*1er février 1981*

- Référendum sur le projet d'une nouvelle constitution. Adoption par une large majorité.

*5 février 1981*

- Promulgation de la constitution.

*15 mars 1981*

- Élection présidentielle : M. David Dacko est élu Président (50,23 pour cent) devant Ange Patassé (38,11 pour cent).

*3 avril 1981*

- Simon Narcisse Bozanga est nommé Premier ministre.

*mai-juillet 1981*

- Grèves, attentat à Bangui. L'état de siège est décrété le 21 juillet.

*14 juillet 1981*

- Attentat au cinéma Le Club.

254 Les défis de la Centrafrique : gouvernance et stabilisation du système économique

*1er septembre 1981*

- M. David Dacko est écarté du pouvoir au profit du général André Kolingba.
- Installation du Comité Militaire de Redressement national (CMRN) dirigé le général André Kolingba.

*3-4 mars 1982*

- Tentative de coup d'État manqué d'Ange Patassé.

*21 septembre 1985*

- Dissolution du CMRN. Constitution d'un nouveau gouvernement où figurent plusieurs civils.

*24 octobre 1986*

- Retour et arrestation de l'ancien empereur Bokassa à Bangui. Procès de Bokassa.

*28 novembre 1986*

- Adoption de la nouvelle constitution : Référendum sur la nouvelle Constitution qui prévoit l'élection du président pour six ans, la création d'une Assemblée et un parti unique.

*6 février 1987*

- Fondation par le Président André Kolingba du Rassemblement démocratique centrafricain (RDC).

*12 juin 1987*

- Après plusieurs mois de procès, Jean Bedel Bokassa est condamné à mort. Sa peine est commuée en détention à perpétuité le 29 février 1988, puis à dix ans de réclusion.

*juillet 1987*

- Table ronde des bailleurs de fonds de la RCA à Genève.

*mars 1988*

- Première session extraordinaire de l'Assemblée nationale.

*28 mai 1988*

- Élection municipale.

*août 1988*

- Élections législatives.

*8-22 décembre 1988*

- Deuxième recensement de la population en RCA.

1989

- Premier congrès du Parlement centrafricain.

18-24 octobre 1990

- Premier congrès ordinaire du Rassemblement démocratique centrafricain.

30 octobre 1990

- Ouverture de la deuxième session ordinaire de l'Assemblée nationale à Bangui.

30 novembre 1990

- Rencontre Rassemblement démocratique centrafricain (RDC) - Union des syndicats des travailleurs centrafricains (USTC), suite à la grève des travailleurs du 21 novembre.

13 décembre 1990

- Élections des 18 autres membres du Conseil économique et régional.

15 décembre 1990

- Fin de la deuxième session ordinaire de l'Assemblée nationale à Bangui.

25 février 1991

- Congrès parlementaire : création du poste de Premier Ministre.

15 mars 1991

- Convocation de la session ordinaire du Parlement pour deux mois.

20 mars 1991

- Nomination d'un Premier ministre, Édouard Frank.

18 avril 1991

- Inauguration du pont de la rivière Mbaere (PCA de Ngaoudaye).

22 avril 1991

- Le principe du multipartisme est accepté par le Chef de l'État.

29 avril 1991

- Grève illimitée dans le secteur public.

11 mai 1991

- Grand meeting de soutien au Rassemblement démocratique centrafricain (RDC).

256 Les défis de la Centrafrique : gouvernance et stabilisation du système économique

*3 juin 1991*

- Grève illimitée dans le secteur privé.

*juillet 1991*

- Le SMIG a été maintenu à 18 850 F CFA par mois et le SMAG (Salaire minimum agricole garanti) à 300 F CFA par jour.

*août 1992*

- Grand Débat national (GDN).

*25 octobre 1992*

- Élections présidentielle et législative. Suspendues le 26 octobre, elles sont annulées le 29 par la Cour suprême.

*11 janvier 1993*

- Ouverture solennelle des travaux de la Commission électorale mixte.

*30 janvier 1993*

- Inauguration du Palais de l'Assemblée nationale.

*9 février 1993*

- Mise en place du Conseil national politique provisoire de la République (CNPPR).

*26 mars 1993*

- Grande marche pacifique des élèves et étudiants. Pillage au centre ville de Bangui. Dispersion par les forces de l'ordre.

*27 avril 1993*

- Le Président du MLPC Ange Félix Patassé démissionne du CNPPR.

*1er août 1993*

- Libération de Jean-Bedel Bokassa.

*22 août 1993*

- Premier tour des élections présidentielle et législative. Ange Patassé arrive en tête des suffrages (30 pour cent), André Kolingba est en quatrième position (13 pour cent).

*28 août 1993*

- Ordonnance d'André Kolingba modifiant la Cour suprême et le code électoral. La France suspend sa coopération. Le 30 août, annulation de ces ordonnances.

*19 septembre 1993*

- Deuxième tour des élections. Ange Félix Patassé (38 pour cent) est élu président de la République face à David Dacko (21 pour cent) et Abel Goumba (20 pour cent).

*22 octobre 1993*

- Investiture du Président Ange Félix Patassé.

*27 octobre 1993*

- Nomination du Premier Ministre du Changement; le Prof. Jean Luc Mandaba.

*12 janvier 1994*

- Dévaluation du Franc CFA, survenue à Dakar (Sénégal).

*29 mars 1994*

- Réhabilitation de la mémoire du Président B. Boganda.

*14 juillet 1994*

- Réunion de concertation du Président Ange Félix Patassé avec les forces vives de la Nation.

*31 juillet 1994*

- Non à la guerre tel est le slogan des Femmes centrafricaines en faveur de la Paix au Rwanda.

*14 décembre 1994*

- Décret n° 94.432 portant ouverture et clôture de la campagne référendaire sur le projet de la constitution.

*15 décembre 1994*

- Décret n°94.433 déclarant la journée du référendum constitutionnel fériée, chômée et payée.

*28 décembre 1994*

- Référendum sur la nouvelle Constitution. Très faible participation.

*14 janvier 1995*

- Décret n° 95.007 portant promulgation de la constitution de la cinquième République.

*11 avril 1995*

- Démission de Jean-Luc Mandaba. Gabriel Koyambounou est nommé Premier Ministre.

258 Les défis de la Centrafrique : gouvernance et stabilisation du système économique

*18-21 avril 1996*

- Première mutinerie d'une partie des forces armées centrafricaines. Les soldats réclament le paiement de leurs arriérés de salaires.

*18-27 mai 1996*

- Début d'une série de grèves qui paralysent le pays. Les agents de l'État réclament le paiement de leurs arriérés.
- Deuxième mutinerie d'une partie des forces armées centrafricaines. Violents affrontements entre les mutins et les troupes fidèles au Gouvernement.

*5 juin 1996*

- Signature du protocole d'accord politique (Programme minimum commun), préalable à la formation du gouvernement d'union nationale (partis politiques de la majorité et du CODEPO).

*6 juin 1996*

- Jean Paul Ngoupandé est nommé Premier Ministre, Chef du gouvernement.

*18 juin 1996*

- L'opposition refuse de faire partie du gouvernement d'union nationale en cours de constitution.

*3 novembre 1996*

- Décès de l'ex-Empereur Jean Bedel Bokassa.

*15 novembre 1996*

- Déclenchement de la troisième mutinerie d'une partie des forces armées centrafricaines. L'armée française est présente aux côtés de la garde présidentielle.

*22 décembre 1996*

- Trêve de quinze jours.

*5 janvier 1997*

- Les troupes françaises mènent à Bangui une action de riposte contre les mutins suite à l'assassinat la veille de deux militaires français.

*7 janvier 1997*

- Une mission de médiation est dirigée par l'ancien Président malien Amadou Toumani Touré.

*23 janvier 1997*

- Les médiateurs africains et les Chefs des mutins annoncent conjointement la fin officielle de la mutinerie.

*30 janvier 1997*

- Michel Gbezera-Bria est nommé Premier Ministre, Chef du Gouvernement d'action pour la défense de la démocratie (GADD).

*12 février 1997*

- Une force interafricaine, la MISAB (Mission d'intervention et de surveillance des accords de Bangui), remplace l'intervention militaire française.

*15 février 1997*

- Arrivée du premier groupe de 75 soldats sénégalais pour participer à la Mission d'intervention et de surveillance des accords de Bangui (MISAB) qui doit compter en tout 500 soldats.

*13 mars 1997*

- Loi n° 97.002 portant Amnistie générale des infractions liées à la mutinerie et des détournements de deniers publics en cours d'instructions.

*13 mars 1997*

- Loi n° 98.003 portant Amnistie générale des infractions de droit commun, dénoncées et ayant fait l'objet d'investigations de la Commission parlementaire d'Enquête et d'Audit.

*20-24 juin 1997*

- Affrontement délibérément provoqué par les ex-mutins contre la MISAB.

*juillet 1997*

- Accords de cessez-le-feu entre les mutins et la MISAB. Début d'une réunion de réconciliation.

*1er septembre 1997*

- Retour au gouvernement des neuf ministres de l'opposition, qui s'étaient retirés le 5 mai.

*26 février 1998*

- Ouverture à Bangui de la Conférence de réconciliation nationale.

*4 mars 1998*

- Adoption d'un pacte de réconciliation nationale.

260 Les défis de la Centrafrique : gouvernance et stabilisation du système économique

*8 mars 1998*

- La RCA et le Fonds monétaire International signent un accord de principe au terme de six mois de négociations. Cet accord constitue la première étape d'un processus visant à l'octroi à la RCA d'une Facilité d'Ajustement structurel renforcé ( FASR ).

*15 mars 1998*

- Le Conseil de Sécurité de l'ONU décide de prolonger jusqu'au 27 mars le mandat de la force interafricaine en Centrafrique.

*27 mars 1998*

- Le Conseil de Sécurité de l'ONU vote à l'unanimité le lancement d'une opération de maintien de la paix en Centrafricaine, la première depuis cinq ans en Afrique. La résolution 1159 crée une force de 1 350 hommes pour une période initiale de trois mois à partir de 15 Avril.

*27 mars 1998*

- Loi n° 98.004 portant code électoral de la RCA.

*15 avril 1998*

- Le drapeau bleu de l'ONU est hissé pour la première fois à Bangui par la Mission des Nations Unies en RCA (MINURCA) : La Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINURCA) prend le relais de la MISAB. Une force de 1350 hommes est chargée de renforcer la sécurité et du maintien de l'ordre.

*17 juin 1998*

- Loi n° 98.183 portant organisation et fonctionnement de la Commission électorale mixte indépendante (CEMI).

*22 novembre 1998*

- Premier tour des élections législatives. Le MLPC remporte 26 sièges sur 42.

*12 décembre 1998*

- Élections législatives (2e tour).

*4 janvier 1999*

- Anicet George Dologuele, ancien ministre des finances est désigné Premier Ministre

*5 janvier 1999*

- L'opposition organise une journée ville morte qui est peu suivie, des incidents éclatent dans certains quartiers de Bangui.

*13 janvier 1999*

- Promulgation de la loi n° 99.001 portant création du Fonds national de Médicament.

*2 février 1999*

- Le Conseil de sécurité de l'ONU décide de prolongée pour une dernière fois, le mandat de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINURCA).

*11 février 1999*

- Promulgation de la loi n° 99.002 arrêtant le Budget de la République centrafricaine pour l'année 1999.

*15 mai 1999*

- Promulgation de la loi n° 99.014 portant transfert et cession d'une partie des actifs de la société « La Centrafricaine des pétroles (PETROCA)».

*19 mai 1999*

Promulgation des lois :

- N° 99.008 portant création de l'Agence centrafricaine pour la formation professionnelle et l'emploi (ACFPE) ;
- N° 99.007 portant dissolution de l'Organisation nationale interprofessionnelle de formation et perfectionnement (ONIFOP) ;
- N° 99.006 portant dissolution de l'Office national de la main-d'œuvre (ONMO) ;
- N° 99.005 portant dissolution de la Société nationale des eaux (SNE).

*19 septembre 1999*

- 1er tour de l'élection présidentielle.

*25 septembre 1999*

- La RCA obtient un rééchelonnement de sa dette auprès du Club de Paris dont l'annulation des échéances est prévue à hauteur de 67 pour cent.

*2 octobre 1999*

- Le Président sortant Ange Félix Patasse est réélu au premier tour de la présidentielle avec 51,63 pour cent des voix.

*22 octobre 1999*

- Le Conseil de sécurité de l'ONU vote à l'unanimité la prolongation jusqu'au 15 février de sa mission en Centrafrique, composée de 1 350 casques bleus.

262 Les défis de la Centrafrique : gouvernance et stabilisation du système économique

*24 octobre 1999*

**Promulgations des lois :**

- N° 99.017 portant organisation générale de la Défense nationale et de l'Armée nationale ;
- N° 99.018 portant création d'un Conseil supérieur de la Défense nationale;
- N° 99.019 relative au traitement des crises ;
- N° 99.20 portant modification de la loi 99.002 du 11 février 1999 arrêtant le budget de la République centrafricaine ;
- N° 99.021 portant autorisation de la privatisation de l'union bancaire en Afrique centrale (UBAC).

*1er novembre 1999*

- Le Premier ministre Anicet-Georges Dologuele forme un nouveau gouvernement, qui comprend 24 membres, perçu comme un gouvernement de techniciens et d'ouverture.

*30 décembre 1999*

**Promulgation des lois :**

- N° 99.023 autorisant la ratification de l'accord de crédit de développement n° 33050 CA du 16 décembre 1999 entre la République centrafricaine et l'Association internationale de développement ;
- N° 99.22 autorisant la perception des impôts, taxes et produits divers et mettant en place les douzièmes des provisoires en place pour l'an 2000.

*15 février 2000*

- Fin du mandat de la MINURCA.

*17 avril 2000*

- Remaniement partiel du gouvernement.

*2 janvier 2001*

- Reprise de la PETROCA par TOTAL -ELF.

*10 janvier 2001*

- Approbation par le Conseil d'administration du FMI du deuxième accord annuel au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) d'un montant de 20 millions de DTS (environ 18,2 milliards de F CFA) en faveur de la RCA.

*24 janvier 2001*

- Le Représentant de la Chine au Conseil de sécurité annonce la décision de son pays d'annuler la totalité de la dette bilatérale de la RCA.

*26 janvier 2001*

- Premier déblocage d'un montant de 8 millions de DTS, soit environ 7,2 milliards de F CFA au titre de la Réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC).

*11 mars 2001*

- Appel à la reprise du travail des syndicalistes qui avaient déclenché une grève illimitée depuis le 2 novembre 2000.

*30 mars 2001*

- Nomination de Monsieur Martin Ziguèle au poste de Premier ministre.

*6 avril 2001*

- Constitution et mise en place du Nouveau gouvernement.

*7 avril 2001*

- Discours de politique générale du Premier ministre Ziguèle devant l'Assemblée nationale.

*10 avril 2001*

- Tenue du 1er Conseil des ministres sous la Présidence de Monsieur Ange Félix Patassé, qui donne les orientations au Gouvernement Ziguèle.

*12 avril 2001*

- Massacre d'habitants et incendie de cases dans les villages de la région de Paoua (nord du pays) : développement de l'insécurité dans l'arrière pays.

*14 mai 2001*

- Démarrage d'une grève d'avertissement de cinq jours des centrales syndicales du secteur public.

*28 mai 2001*

- 4e tentative de coup d'état perpétré par le Général André Kolingba.

*13 juillet 2001*

- Conclusion d'un accord sur l'engagement de la RDC à restituer à la RCA son stock de 25 000 m<sup>3</sup> de carburant bloqué depuis le 28 mai 2001 au port de Matadi (Bas Congo).

*27 juillet 2001*

- Annonce par le Ministre délégué à l'économie et à la coopération internationale d'un versement par l'Union européenne d'une aide budgétaire d'un montant de 11,5 millions d'Euros soit 7,5 milliards de F CFA de la première tranche du fonds de l'appui au Programme d'Ajustement structurel (PAS).

264 Les défis de la Centrafrique : gouvernance et stabilisation du système économique

*6 août 2001*

- Signature d'un échange de Note relative à la poursuite du Projet de bitumage de la route nationale n°3 devant relier Bossembélé à Bouar entre l'Ambassadeur du Japon et le Gouvernement centrafricain. Cet accord débouche sur la mise à la disposition de la RCA d'une somme de cinq milliards six cent millions (5 600 000 000) de F CFA.

*10 septembre 2001*

- Deux fraudeurs sont interpellés au pied d'un avion à destination de Paris, avec sur eux trois lots de pierres précieuses dont deux lots de diamants et un lot d'or représentant une valeur de 72 millions de F CFA.

*10 septembre 2001*

- Tenue de la première assise nationale de l'Économie et des Finances (PANEF) à Bangui.

*24 septembre 2001*

- Collectif budgétaire, révision à la baisse de 31 pour cent du budget de l'État au titre de l'année 2001.

*1er octobre 2001*

- Table ronde organisé par le Gouvernement avec les bailleurs de fonds afin de boucler le financement du troisième recensement général de la population et de l'habitat. Le coût total de l'opération est évalué à un peu plus de deux milliards de F CFA.

*9 octobre 2001*

- Signature du document relatif à l'appui au programme-cadre de bonne gouvernance d'une durée de douze mois entre le Gouvernement et le PNUD.

*10 octobre 2001*

- Signature d'un accord intérimaire de six mois entre la RCA et le FMI.

*28 octobre 2001*

- Fin de la mission conjointe FMI/Banque mondiale à Bangui, pour les négociations en vue du lancement de la deuxième année du programme qui bénéficie d'un arrangement annuel au titre de la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC).

*30 octobre 2001*

- Obtention du déblocage du reliquat du 8e FED sur le 9e FED par le Premier Ministre Martin Ziguèle suite aux négociations qu'il a eu avec les

Responsables de la Direction générale de Développement de la Commission européenne à Bruxelles.

*7 novembre 2001*

- La Présidence de la République rend public un communiqué accusant le Général François Bozizé de préparer un coup d'État avec des appuis et complicités extérieures.

*10 janvier 2002*

- Signature d'une convention entre la RCA et la France relative à la libre circulation des personnes entre les deux pays.

*15 janvier 2002*

- L'Assemblée nationale adopte la nouvelle loi des finances pour l'exercice 2002, fixant le Budget à 134 367 915 000 F CFA et prévoyant les recettes propres de l'État à 75 831 000 000 F CFA

*18 janvier 2002*

- Inauguration du monument dédié aux Martyrs de Bokassa.

*14 mars 2002*

- Quatrième réunion ministérielle des comités de Police en Afrique centrale tenue à Bangui.

*31 mai 2002*

- Clôture de la première session extraordinaire de l'Assemblée nationale.

*04 juillet 2002*

- Un Boeing 707 cargo s'écrase à la lisière de Bangui.

*02 octobre 2002*

- La Banque mondiale accorde 3,7 milliards de FCFA à la RCA.

*25 octobre 2002*

- Tentative de coup d'état manquée, revendiquée par l'ancien Chef d'État Major des Armées, le Général François Bozizé.

*11 décembre 2002*

- Conférence extraordinaire des parlementaires et des partis politiques.
- Appui au programme de la bonne gouvernance.

*8 janvier 2003*

- Ouverture de session extraordinaire à l'Assemblée nationale

266 Les défis de la Centrafrique : gouvernance et stabilisation du système économique

*9-15 janvier 2003*

- Neuvième session ordinaire du conseil des ministres de l'UEAC.
- Installation du bureau du comité ad hoc de transition de la Chambre de Commerce.

*29 janvier 2003*

- Conférence de presse sur les activités de Coordination du Dialogue national.

*07 février 2003*

- Signature d'un contrat de don d'un montant de 48 000 000 F CFA entre le Japon et la Caritas-Centrafrique.

*15 février 2003*

- Visite du président de la République du Tchad à Bangui.

*15 mars 2003*

- Prise de pouvoir par un coup d'État militaire, perpétré par l'ancien Chef d'État Major des Armées, le Général François Bozizé.